

## **LE 12 OCTOBRE ....**

Les manifestations organisées, à l'initiative de la C.G.T.F.O., le 12 octobre 1993, ont trouvé un large écho chez les travailleurs qui, contrairement à Nicole NOTAT, ne séparent pas la lutte contre le chômage du combat à mener pour le rétablissement du pouvoir d'achat. Rappelons également que le 12 octobre, cheminots et postiers, ont débrayé massivement.

La Commission Exécutive de la C.G.T.F.O., en lançant son appel «aux travailleurs et à leurs organisations syndicales» n'avait pas la naïveté d'imaginer que des manifestations, même réussies, suffiraient à inverser le cours d'une politique dictée par les instances de l'Europe communautaire et subsidiaire et poursuivie avec opiniâtreté par les différents gouvernements (de droite ou de gauche) qui se sont succédés depuis, maintenant, un peu plus d'une décennie.

Les militants syndicalistes savaient qu'il ne s'agissait que d'une étape préparant et annonçant la mobilisation générale que les travailleurs décideront eux-mêmes. En ce sens, l'appel à manifester en fin de journée et non à une grève de 24 H. marquait la volonté de la centrale de l'Avenue du Maine de ne pas s'engager dans la tactique des journées d'action à répétition et autres grèves tournantes destinées, par leur inefficacité, à démoraliser les travailleurs et à leur interdire toute issue vers une action généralisée seule capable de faire reculer les réactionnaires de Bruxelles et d'ailleurs.

De ce point de vue, l'âpreté de la grève que les travailleurs d'Air France ont mené dans l'unité constitue un avertissement que le gouvernement a bien fait de prendre en compte. Il faut également accorder toute l'attention qu'elle mérite à l'agitation estudiantine qui exprime un malaise qu'il sera plus difficile de «récupérer» qu'en 1968.

Mais, on aurait tort de considérer les organisations syndicales comme un bloc homogène. Toutes sont, plus ou moins, investies par des courants peu ou prou ralliés à «l'économie de marché» qui, comme certains en 1940, considèrent la «nouvelle Europe» comme inévitable et s'efforcent, par tous les moyens, d'entraver le développement des processus de lutte des classes.

Telle était, par exemple, la signification des consignes données par les «néo-staliniens recompositeurs» de la C.G.T. qui, faute de pouvoir s'opposer efficacement à la volonté unitaire de leurs propres militants opposaient à la manifestation en fin de journée un mot d'ordre de débrayage à 10 h 30, autrement dit le recours à une grève de 24h qui n'ose dire son nom. Et à ce propos, il ne faudrait pas que nos camarades cèdent à la facilité.

Certes, l'ennemi principal reste l'appareil réactionnaire de la C.F.D.T., forgé patiemment par la hiérarchie catholique contre les organisations traditionnelles de la classe ouvrière.

Pour autant, cela ne saurait conduire à se faire des illusions sur la nature de l'appareil néo-stalinien, fruit décomposé du «compromis historique» et qui, aujourd'hui encore, dirige la C.G.T.

Autrement dit, mieux vaudrait ne pas confondre «front unique ouvrier» avec «front uni des appareils».

**Alexandre HÉBERT,**